

Le Bénin, une stabilité exceptionnelle

Amzat Boukari-Yabara

Numéro 756, avril-mai 2012

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/66245ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Boukari-Yabara, A. (2012). Le Bénin, une stabilité exceptionnelle. *Relations*, (756), 28-29.



Le Bénin, une stabilité exceptionnelle

La République du Bénin a eu une vie politique très animée sous la colonisation et pendant les trente premières années de son indépendance, avant de devenir un modèle ouest-africain pionnier de stabilité démocratique.

AMZAT BOUKARI-YABARA

L'auteur, historien, est postdoctorant au Groupe interuniversitaire d'études et de recherches sur les sociétés africaines (GIERSA) du Département d'anthropologie de l'Université de Montréal

Le Bénin est le premier pays d'Afrique francophone à avoir mené intégralement un processus de renouveau politique et constitutionnel fondateur d'une culture démocratique. D'autres pays du continent ont essayé de le faire avec plus ou moins de succès. Depuis la Conférence des Forces Vives de la Nation, en février 1990, la spécificité du Bénin résulte incontestablement de la dynamique interne de sa société et de sa classe politique, ainsi que d'une histoire mouvementée dont les Béninois ont tiré de précieuses leçons.

UN DEMI-SIÈCLE MOUVEMENTÉ

Pays ouvert sur le golfe de Guinée, le Bénin est situé entre le Nigeria, le Niger, le Burkina Faso et le Togo. Cette ancienne colonie française, autrefois nommée Dahomey, a traversé trois grandes périodes depuis la proclamation de son indépendance, le 1^{er} août 1960, par Hubert Maga. Durant la première période (1963-1972) – entre le coup d'État militaire mené par le colonel Christophe Soglo, le 28 octobre

1963, et l'arrivée au pouvoir de l'officier Mathieu Kérékou, le 26 octobre 1972 –, le Dahomey connaît une succession de crises politiques. Une dizaine de chefs d'État différents, une expérience atypique de troïka présidentielle tournante (Maga, Apithy, Ahomadegbe) fondée sur des équilibres régionaux et, surtout, cinq coups d'État militaires donnent l'image d'un pays ingérable.

Entre 1972 et 1990, Mathieu Kérékou instaure un régime révolutionnaire autoritaire à parti unique qui se déclare officiellement marxiste-léniniste en novembre 1974. Les entreprises sont nationalisées et les syndicats sont unifiés. Le régime rebaptise le pays en République populaire du Bénin (RPB), en hommage à cet ancien royaume précolonial situé au nord-est de l'ancien royaume du Dahomey. La proximité – pourtant superficielle – de la RPB avec les régimes soviétique et maoïste lui vaut l'inimitié de plusieurs régimes africains et occidentaux. Ainsi, une célèbre page de l'histoire populaire a lieu, le 16 janvier 1977 à Cotonou, lorsque la population repousse une tentative de putsch menée par Bob Denard et une troupe de mercenaires étrangers.

À la fin des années 1980, avec l'effondrement du bloc soviétique, le Bénin entre dans sa troisième phase. Les pressions externes et internes conduisent le régime militaire à s'ouvrir au libéralisme économique en appliquant le Consensus de Washington des institutions financières internationales, et à préparer la transition vers la démocratie. Avant le discours tenu au Sommet France-Afrique de La

Baule par le président français François Mitterrand, qui conditionne l'aide économique de la France à des avancées en matière de liberté et de démocratie, le Bénin lance la vague des conférences nationales en Afrique. Du 19 au 28 février 1990, sous la présidence de l'archevêque de Cotonou, M^{gr} de Souza, la Conférence des Forces Vives de la Nation réunit cinq cents délégués qui mettent en place un Haut Conseil de la République. Celui-ci est chargé de préparer un gouvernement de transition dirigé par Nicéphore Soglo, ancien administrateur de la Banque mondiale. Le 11 décembre 1990, un référendum approuvé par 93% des Béninois légitime la nouvelle Constitution.

En février 1991, Soglo est élu président face à Kérékou. Toutefois, l'élection de 1996 ramène Kérékou au pouvoir, et le vote de 2001 confirme ce choix assez particulier de l'électorat béninois qui ne tient pas rigueur à son ancien dictateur entre-temps reconverti à la démocratie. En 2006, contrairement à plusieurs de ses pairs africains, Kérékou se retire de la course à la présidentielle en respectant la limite d'âge et le nombre de mandats fixés par la Constitution. Regroupée derrière le slogan du « changement », la coalition politique et civile – qui allait devenir les Forces cauris pour un Bénin émergent – porte l'ancien directeur de la Banque ouest-africaine de développement, Thomas Yayi Boni, à la présidence du pays. En 2011, après avoir axé sa campagne sur la « refondation des valeurs » afin de minimiser les manquements de son gouvernement dans la gestion d'un scandale financier qui ruina plusieurs milliers de familles béninoises (l'affaire ICC), Yayi Boni est réélu dès le premier tour, malgré les contestations des partis d'opposition réunis dans la coalition de l'Union fait la Nation (UN).





UN CHAMP SOCIOPOLITIQUE EN GESTATION

Sans tomber dans le triomphalisme, car des irrégularités et des fraudes mineures eurent lieu, tous les scrutins présidentiels et législatifs organisés par les Béninois depuis 1991 ont été considérés comme des réussites par les observateurs indépendants. Ces der-



niers ont régulièrement souligné la complexité de l'échiquier sociopolitique béninois dont la stabilité repose paradoxalement sur des alliances plus régionales qu'ethniques, ainsi que sur des coalitions de partis révélatrices des affinités et des rivalités personnelles mouvantes à l'intérieur même des fiefs régionaux. Ce phénomène de transhumance politique peut ainsi défaire des majorités parlementaires en dehors du cadre électoral. Par ailleurs, au Bénin, aucun groupe ethnique n'est démographiquement prédominant et le jeu politique a conduit à une atomisation du facteur ethnique derrière des disparités économiques et sociales entre le Nord et le Sud. L'armée est traversée par des clivages similaires, tant et si bien que le régime s'inscrit dans une culture politique qui exclut précisément toute violation constitutionnelle ou présence excessive du pouvoir.

Outre l'armée et les partenaires économiques, le pouvoir compose avec une vaste société civile, qui va des

chefferies traditionnelles et religieuses jusqu'aux associations de jeunes étudiants. Les mois qui précédèrent la Conférence nationale virent des fonctionnaires, des travailleurs et syndicalistes dissidents, des étudiants, des intellectuels, des commerçants, des opérateurs économiques et de simples citoyens manifester et mener des grèves ponctuées d'affrontements avec les forces de l'ordre. La pression sociale et les ferveurs populaires de cette opposi-

tion informelle ont eu raison de l'ancien régime militaire sans effusion de sang.

FORMATION À LA CITOYENNETÉ

Au-delà de la mise en place de nouvelles institutions qui permettent l'alternance démocratique, la mobilisation critique des forces vives a pris la forme d'une socialisation citoyenne. Celle-ci a été possible grâce à la liberté et à l'indépendance d'une presse pléthorique mais de qualité assez inégale. En dépit d'infrastructures faibles qui privent le Bénin entier d'un accès à Internet parfois plusieurs jours, le pays compte une demi-douzaine de chaînes de télévision publiques et privées, une soixantaine de quotidiens de presse écrite, et autant de radios, premier outil d'information.

Dans ces médias, la socialisation citoyenne forge l'opinion en posant les nombreux défis à relever pour ce pays de neuf millions d'habitants : réduire la pauvreté et la dépendance par un

développement durable et endogène, réformer les secteurs portuaire et agricole (coton), défendre les langues et les identités culturelles, améliorer le système éducatif et sanitaire, tendre vers l'autosuffisance alimentaire, garantir les droits des femmes, ou encore résoudre l'insalubrité et les enjeux du changement climatique visible dans l'inquiétante progression de la mer sur les terres du littoral et du désert dans le nord du Bénin. Avec la promulgation, en octobre 2011, de la loi anticorruption réclamée depuis 2006 par des ONG, ou l'adoption en février 2012 du plan d'action conjoint Bénin-Congo sur la lutte contre la traite des enfants, le gouvernement tente de répondre à certains griefs qui lui sont faits.

Néanmoins, la contrariété permanente des Béninois est aussi la conséquence, d'une part, d'une opposition politique stérile qui n'arrive pas à traduire en programme politique la résolution des enjeux de société et, d'autre part, d'une crise de confiance des citoyens devant la banalisation des rapports clientélistes qui affaiblissent l'État de droit. Depuis la sacralisation de la Conférence nationale, et en attente de la modification de la loi fondamentale de 1990, il apparaît ainsi que le consensus de la classe politique et de la société civile autour du discours lénifiant de la bonne gouvernance a permis aux Béninois d'acquiescer une maturité politique et de faire l'économie d'une nouvelle révolution. Aussi, le défi qui se pose dès aujourd'hui, en prévision de la prochaine échéance présidentielle de 2016, est peut-être moins de recycler des thèmes (changement, refondation) en vue d'une nouvelle alternance qui se voudrait radicale que de les intégrer dans une « alternative ». Celle-ci viserait à identifier et à évaluer précisément la logique qui soutient le système économique et politique, tant sur le plan national qu'international, par rapport auquel la mentalité de résistance des Béninois – principale force à la fois de conservatisme et de transformation sociale – devrait se renouveler. ●

Le quartier Zongo,
à Cotonou. Photo :
Amzat Boukari-Yabara